Distr.
GENERALE

CRC/C/3/Add.21
11 août 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS DE L'ENFANT
EXAMEN DES RAPPORTS SOUMIS PAR LES ETATS PARTIES
CONFORMEMENT A L'ARTICLE 44 DE LA CONVENTION

Rapports initiaux que les Etats parties devaient présenter en 1992

Additif

VIET NAM */

[29 mai 1993]

*/ Le présent document contient les renseignements supplémentaires demandés par le Comité des droits de l'enfant à sa troisième session lors de l'examen du rapport initial du Viet Nam (CRC/C/3/Add.4), les 19 et 20 janvier 1993 (voir CRC/C/SR.59 à 61); voir également le rapport du Comité des droits de l'enfant (CRC/C/16, par. 59 à 68).

GE.93-18110 (F)

1. Les renseignements ci-après sont fournis en réponse aux préoccupations exprimées par certains membres du Comité des droits de l'enfant de l'ONU en ce qui concerne l'échelle des peines appliquées aux jeunes délinquants.

2. L'article 59 du Code pénal vietnamien stipule :

1. Dans tous les cas d'enquête, de poursuites ou de jugement concernant des actes délictueux commis par des mineurs, les instances publiques compétentes doivent décider des moyens de reconnaissance de traits dangereux envers la société, ainsi que des causes et circonstances conduisant aux délits.

2. A l'égard des jeunes délinquants, le Bureau de surveillance et de contrôle et les tribunaux ont principalement recours à des mesures de prévention et d'éducation que les établissements scolaires et la société s'emploient à mettre en oeuvre.

3. Les instituts d'inspection sont habilités à dispenser les jeunes délinquants de leur responsabilité pénale et de l'ouverture d'une enquête s'ils n'ont commis que des infractions mineures n'ayant pas causé de graves dommages et s'ils bénéficient de circonstances atténuantes, et à les placer sous le contrôle, soit de leur famille, soit d'un organisme social déterminé, en vue de leur éducation. Les jeunes délinquants ne peuvent être traduits en jugement et condamnés que dans les cas jugés nécessaires en fonction de la gravité des faits délictueux, des caractéristiques personnelles de l'intéressé et des nécessités de la prévention.

4. La peine de l'emprisonnement à vie et la peine de mort ne sont pas applicables aux jeunes délinquants. Pour les peines d'emprisonnement à temps, les tribunaux peuvent décider d'abréger pour les jeunes délinquants les peines appliquées aux adultes. Les jeunes délinquants sont détenus séparément dans les établissements pénitentiaires; ni la libération sous caution, ni les peines complémentaires ne leur sont applicables.

5. Les peines prononcées contre des personnes de moins de 16 ans ne sont pas prises en compte pour la définition de la récidive simple ou aggravée. On peut déduire des articles précités qu'aucune personne de 16 à 18 ans n'encourt devant un tribunal une peine d'emprisonnement à vie, ni la peine de mort. Nous prenons néanmoins note des propositions exprimées par le Comité concernant d'autres formes de sanctions pour les jeunes délinquants.

3. Les activités judiciaires et l'application du droit au Viet Nam ces dernières années ont montré qu'il est impératif de multiplier les études en vue d'apporter des amendements et des perfectionnements, tant au Code pénal qu'au Code de procédure pénale, relativement aux jeunes délinquants. Une action de vulgarisation et d'éducation concernant la Convention relative aux droits de l'enfant est actuellement en cours à l'intention des fonctionnaires publics d'exécution ainsi que des magistrats chargés de juger des affaires de délinquance juvénile. En conséquence, nous accueillerons volontiers et sommes prêts à examiner en détail tous projets éventuels d'assistance au Viet Nam dans ce domaine que le Comité des droits de l'enfant pourrait envisager.

4. Nous tenons également à préciser qu'avec l'aide de Radda Barnen, un séminaire international sur les lois vietnamiennes relatives à la délinquance juvénile a déjà été organisé en mai 1993.

5. Auparavant, dès février 1993, le Comité permanent de l'Assemblée nationale vietnamienne avait décidé de créer un comité de rédaction sur le nouveau Code pénal et un autre sur le nouveau Code de procédure pénale. Nous espérons que ces deux comités tiendront compte des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que de celles d'autres instruments internationaux aux fins de protéger les enfants privés du droit à la liberté.